

Non au Rem de l'Est, Non au véhicule privé, Non au bungalow Oui au bus et tramway partout sans char dans les jambes

Appuyer une opposition citoyenne au REM de l'Est même partielle est incontournable ([Pétition : Opposition au tracé aérien du Réseau express métropolitain \(REM\) et création d'un comité aviseur](#)). Le bulldozer CPDQ, à qui la CAQ a sous-traité l'épine dorsale du transport en commun du Grand Montréal, est partie intégrante de la Finance à la recherche de prêts garantis par la fiscalité et les tarifs, et de « l'industrie de la corruption » avide de grands travaux lucratifs. La CPDQ-CAQ favorise le REM, moins cher que le métro et construit plus rapidement, parce que comme le métro il abandonne la trame urbaine (autoroutes, boulevards, rues majeures) au règne du véhicule privé aujourd'hui surtout à essence et demain électrique. Les deux types de véhicules sont aussi polluants l'un (pétrole-étalement) que l'autre (lithium, cobalt, graphite...-étalement). Le comité citoyen de l'Est de Montréal a fait la moitié du chemin en réclamant de ramener sur le sol le REM de l'Est. L'autre moitié, dont QS doit rendre l'initiative, est d'annuler ce projet pharaonique de 10 milliards\$, sans doute 15 milliards\$ (Francis Vailles, [Ce projet de 15 milliards sera-t-il rentable ?](#), La Presse, 19/02/21) qui cannibalise les alternatives dans la trame urbaine soit déjà construites (ligne verte, train de l'Est) soit en construction (SRB-Pie-IX) soit qui étaient prévues (Tramway Notre-Dame) (Michel C. Auger, [REM de l'Est : double emploi et cicatrice](#), Radio-Canada, 18/12/20).

La plaie des banlieues tentaculaires de maisons unifamiliales est un problème soluble

La CAQ fonce droit devant alors qu'enfin l'idée de l'élimination de l'auto solo, plus précisément du véhicule privé, commence à faire son chemin dans la grande presse (Olivier Faucher, [Il faut rayer l'automobile des villes, propose un nouveau livre](#), Métro-Montréal, 16/02/21). Le véhicule privé, et son corollaire le logement privé unifamilial et la maison en rangée, est tout à fait éliminable partout de sorte à en finir avec l'étalement urbain et l'extractivisme polluant qu'il soit celui des hydrocarbures soit du lithium-cobalt-graphite... Il s'agit d'arrêter net l'étalement urbain. Que faire alors de ces vastes banlieues ? Il faut bien sûr vivre avec et gérer la longue transition. Comment ? Pour le transport organiser un système de minibus d'abord avec chauffeur même si ça sera cher à cause du rapport chauffeur-passagers élevé puis passer en mode sans chauffeur possible d'ici 2030 sur des circuits balisés. Il y a déjà des essais en ce sens (Vicky Girard, [Le minibus sans chauffeur reprend du service à Candiac](#), Le Reflet, 13/08/19). Ajoutons-y l'autopartage communautaire comme à Montréal : à 10 minutes à pied de chez-moi se trouvent deux mini-stationnements communauto sans compter un poste bixi à la porte de mon bloc-appartement.

Pour contrer la basse densité démographique des banlieues, il serait possible de se doter d'une politique volontaire et incitative de densification : conversion du bungalow en un deux logis, peut-être une mini-maison ([Mouvement québécois des minimaisons](#)), avec soutien monétaire et technique, déménagement dans un immeuble à logements avec services adéquats dans le quartier et vente à un ménage plus nombreux. Joignons-y une mise à niveau écologique de tous les bâtiments récupérables, la construction de logements sociaux éco-énergétiques, répondant à 100% de la demande d'ici 2030, dans les espaces libres. Pour les zones rurales s'appliquerait une politique de regroupement dans le village pour des logements isolés sauf pour raisons évidentes (fermes). Le centre d'achats serait graduellement remplacé par des centres de distribution-réparation accessibles par transport actif et liés à l'achat en ligne libéré de la domination des Amazon et des Walmart.

Le suivisme Solidaire tant vis-à-vis le dit plan économique vert de la CAQ que de sa politique pandémique

La grande majorité du mouvement écologique tout comme Québec solidaire promeuvent le véhicule électrique privé en remplacement de celui à essence même si c'est « le moins possible » pour les plus à gauche et davantage de transport en commun électrifié bon marché ou à terme gratuit. Aucune de ces organisations ne s'oppose à la politique d'importante subvention de 13 000 \$ à l'achat d'un véhicule tout électrique de Québec et d'Ottawa au cœur de leur politique soi-disant pro-climat et dont le corollaire et la promotion de la filière du lithium (et cobalt, nickel, métaux et terres rares...) avec ou sans intervention étatique à différents niveaux. L'alibi pour les uns et pour les autres est une politique, obligatoire ou non, de recyclage des batteries au lithium et même des véhicules à essence (Marc Bonhomme, [Une illusion menant à un nouvel extractivisme et au règne des GAFAM](#), Presse-toi-à-gauche, 9/02/21). La conséquence en est que la politique tout électrique de la CAQ est, à des nuances près, la politique de tous les partis d'opposition, y compris Québec solidaire. S'ensuit une

relance de la croissance par la consommation de masse afin que « tout change pour que rien ne change » à commencer par l'énergivore étalement urbain et son corollaire la déforestation favorable aux pandémies.

À remarquer que la même logique suiviste vis-à-vis la « politique économique verte » de la CAQ (Hugo Duchaine, [Un coup de barre pour réduire les GES d'ici 2030 – Le plan de 6,7 G\\$ du gouvernement du Québec est loin de l'objectif selon les groupes environnementaux](#), Actualité, 16/11/20) prévaut pour la politique pandémique. À des nuances près, tous les partis soutiennent la politique de la CAQ. Québec solidaire propose cinq modifications marginales dont la dernière est douteuse soit des masques N-95 pour les soignantes, de la ventilation dans les lieux clos, une meilleure information, contre le couvre-feu et pour les barrages entre régions. Aucun parti politique ne promeut la stratégie covid-zéro qui a eu tant de succès dans maints pays de l'Asie du Pacifique dont la Nouvelle-Zélande et l'Australie. (André Noël, [La stratégie Zéro-COVID fait son chemin](#), Ricochet, 5/02/21). Comme le dit un militant du parti sur Facebook, « QS devrait pousser pour la stratégie Zéro COVID. Concrètement, ça impliquerait un confinement très strict pour réduire la contagion à presque zéro, le temps de renforcer considérablement le système de dépistage des cas et de retraçage des contacts. Il y a un groupe de chercheurs qui ont conceptualisé le modèle du "Bouclier canadien" pour expliquer comment cette stratégie serait appliquée, concrètement, au Québec et au Canada. [...] Si on veut s'opposer, en tant que parti, au maintien du couvre-feu actuel, il faut qu'on arrive avec une proposition alternative concrète. Autrement, c'est ignorer le danger imminent que causent les nouveaux variants du virus. »

Même le Globe and Mail du 9 février, dans son éditorial, n'est pas d'accord avec les ré-ouvertures prématurées de trois provinces dont le Québec pour des raisons évidentes: « Dans la course entre les vaccins et les variantes, les premiers sont rares, alors même que les seconds apparaissent dans de plus en plus de personnes et d'endroits. L'arme miracle pour arrêter la pandémie est en retard, alors même que le virus mute de manière à accélérer sa propagation. Cela signifie que toute nouvelle de victoire sur COVID-19 est prématurée. Pourtant, lundi, trois grandes provinces ont commencé à réduire les restrictions et à se rouvrir. Le moment est mal choisi. » Ces premiers ministres prêts à sacrifier les personnes âgées et celles de santé fragile, avec leurs soignantes souvent racisées, aurait mieux fait de prendre en considération la sagesse scientifique de l'émission Découverte du 7 février promouvant la stratégie covid-zéro.

Il ne reste plus que six ans...

Les climatologues ont estimé la quantité de gaz à effet de serre que nous pouvons encore ajouter à l'atmosphère sans dépasser le seuil critique de 1,5 degré. Début 2018, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de l'ONU a estimé ce soi-disant budget carbone à environ 420 gigatonnes (milliards de tonnes) de CO2 pour une chance de deux sur trois de limiter le réchauffement à 1,5 degré. Une estimation plus récente publiée dans la revue Nature plus tôt cette année place le chiffre dans une fourchette allant de 230 gigatonnes pour une chance de deux sur trois d'atteindre l'objectif à 670 gigatonnes pour une chance de deux sur trois de le rater. "Le monde a produit environ 34 gigatonnes de CO2 l'année dernière, ce qui signifie que le budget carbone restant pourrait durer un peu plus de six ans, à moins que les émissions ne commencent à diminuer rapidement. [...]

Selon l'organisme de réglementation de l'énergie du Canada, la production de pétrole brut du pays devrait continuer d'augmenter jusqu'en 2039. Les réserves de pétrole prouvées du Canada s'élèvent à environ 168 milliards de barils, selon les données gouvernementales. Si tout cela est extrait et brûlé, cela ajouterait environ 72 gigatonnes de CO2 dans l'atmosphère, sur la base d'un calcul utilisant les chiffres du GIEC pour les teneurs en carbone par défaut. C'est près d'un tiers du budget carbone restant dans le monde. Le gouvernement canadien n'a pas répondu aux demandes répétées de commentaires. (Ivana Kottasová, [Norway, the UK and Canada are not climate champions. They are climate hypocrites](#), CNN, 17/02/21 – ma traduction)

... pendant ce temps, pour les grandes entreprises des ÉU, tout va très bien Mme la marquise

Dans quelle mesure l'indice S&P 500 des actions étasuniennes peut-il augmenter? C'est la question que de nombreux investisseurs, professionnels et amateurs, se sont posés cette semaine alors qu'elles atteignaient un nouveau sommet. En théorie, avec de nouveaux cas de covid-19 toujours élevés et des restrictions toujours en place, les entreprises étasuniennes devraient saigner. Mais dans la pratique, beaucoup sont sortis de la pandémie avec une apparence étonnamment saine. Les quatre cinquièmes des grandes entreprises qui ont déjà publié leurs derniers résultats ont dépassé les prévisions. Leurs gains globaux au cours des trois mois se terminant en décembre ont dépassé les estimations de plus de 17%. Les trois quarts des directeurs généraux interrogés par une publication spécialisée s'attendent à une augmentation des revenus et des bénéfices, contre moins des deux tiers en décembre. Mais il y a encore des menaces à venir. Le déploiement du vaccin pourrait stagner. Les nouvelles variantes de coronavirus sont inquiétantes. Et si la relance de 1,900 milliards de dollars du président Joe Biden ne

« passe pas par le Congrès, les investisseurs et les patrons commenceront à se sentir plus nerveux. » (The Economic Expresso, 11/02/21, ma traduction)

Marc Bonhomme, 22 février 2021

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca